

Discours de M. Valéry Giscard d'Estaing, sur le bilan de son action en faveur de la région du Languedoc-Roussillon, le plan Sud-Ouest, les rapatriés, Montpellier, vendredi 10 avril 1981.

Mes chers amis de Montpellier, de l'Hérault et du Gard, puisque je n'ai pas pu y passer encore cette fois-ci, merci d'être venus ce soir, comme vous étiez venus il y a sept ans, sept ans déjà. Je souhaite d'ailleurs que la porte soit largement ouverte et que ceux qui sont encore dehors puissent pénétrer dans la salle et qu'on les y accueille. D'abord il faut que je vous explique le charme d'une petite manifestation qui s'est déroulée tout à l'heure sur cette estrade, parce que peut-être dans le fond vous ne l'avez pas vue exactement, je le dirai d'un mot : "bon anniversaire, Anne-Aymone" !

- Je me souviens encore très bien, et vous le dirai tout à l'heure, de notre réunion à Montpellier, vous que j'appelais à l'époque monsieur le maire et pour vous montrer que je m'en souviens, puisqu'il y a peut-être des témoins dans cette salle, je peux vous dire d'abord que c'était un peu moins éclairé qu'aujourd'hui, et puis que je suis sorti sur la gauche et que j'ai salué en partant certains et certaines d'entre vous qui avaient trouvé une formule, une jolie formule montpelliérène qui m'a accompagné ensuite dans le reste de la campagne : vous m'avez souhaité bonne chance. J'entends encore cette expression, et j'ai gardé pendant toutes les années de mon septennat l'écho de ce "bonne chance" que vous m'aviez dit à Montpellier. Nous commençons une nouvelle campagne, vous le savez, elle s'ouvre aujourd'hui, et nous entrons dans la ligne droite de la campagne, la course finale, les deux dernières semaines... Le moment est venu pour vous qui allez voter, pour moi qui viens vous parler, d'aller à l'essentiel. Il y a longtemps, à mon avis trop longtemps, que vous entendez parler de cette élection chaque jour, et peut-être en êtes-vous un peu excédés. Mais maintenant, dans les semaines qui commencent, vous devenez responsables de la France. C'est vous qui allez reprendre individuellement le pouvoir que vous m'avez confié en 1974, et que je me suis efforcé d'exercer de mon mieux, et c'est vous qui allez décider si ce pouvoir, vous me le confiez à nouveau à moi ou à un autre. Il faut donc aller à l'essentiel, et pour cela j'ai le devoir de vous parler un langage clair, un langage simple, de mettre l'accent sur les vrais problèmes de notre temps, de vous dire la vérité sans complication, sans détour, sans ruse, sans calcul, d'aller droit au but. C'est ce que je ferai ici et dans ma campagne.

- Dans cette campagne, je vous tiens le langage simple de la vérité. La vérité n'est jamais compliquée, la vérité n'est jamais triste, la vérité est chargée d'espérance, et je dis au cours de cette campagne à celles et à ceux qui font l'effort de venir me voir, comme vous ce soir, alors que je sais très bien qu'ils auraient pu rester devant les écrans de leurs télévisions, mais ils ont préféré venir pour qu'il y ait un contact direct, pour que je m'adresse à eux et pour qu'ils m'apportent leur soutien, je tiens à leur dire que dans cette campagne dont j'ai entendu déjà s'exprimer les principaux orateurs, orateurs qui tous, ou presque, n'ont qu'un seul programme qui est de critiquer ou de dénigrer le Président de la République française, dans cette campagne je suis le seul à faire deux choses : le seul à défendre les Françaises et les Français, d'abord en rendant hommage à ce qu'ils ont accompli depuis sept ans, ensuite en les défendant contre les illusions et les mensonges qu'on leur propose, et qui les conduiraient, vous le savez bien, au malheur ou à l'aventure. et je suis le seul aussi à leur apporter l'espoir.

manquer de caractère, et je suis le seul à leur opposer l'espérance.

Le seul d'abord à vous défendre. Je suis frappé de voir, et vous en êtes les témoins quotidiens avec moi, que mes concurrents mènent une campagne de démoralisation pour la France. A les écouter, la France ne travaille plus, ne produit plus, ne progresse plus, n'exporte plus. A les entendre, la France serait discréditée à l'étranger. A les croire la France n'est plus rien ! Tenir ce langage, c'est tromper la France, et c'est aussi se moquer du bon sens et de l'intelligence des Français qui sont capables de juger par eux-mêmes. Ces Français seraient-ils en effet devenus depuis sept ans des inactifs ou des incapables ? N'auraient-ils rien fait ? N'auraient-ils rien créé ? N'auraient-ils rien produit ?

- Je suis le seul à vous rendre justice. Quand je dis par exemple que la production française et le niveau de vie ont pendant ces sept années, et on vous le montrait tout à l'heure sur l'écran, augmenté de 23 %, je prouve que les Françaises et les Français ont bien travaillé. La France a pendant ces sept ans de crise produit autant de richesse que pendant les dix années qui avaient précédé. En sept ans de crise, contrairement à ce qu'on croit, les Français ont produit davantage que pendant les dix années d'abondance précédentes. Personne n'a fait mieux que nous, personne n'a fait mieux que vous dans le monde occidental, le Japon mis à part.

- Quand je dis que la France a la politique énergétique la plus efficace du monde, et quand les grands dirigeants du monde que je rencontre en tête-à-tête, que je connais individuellement, comme je vous vois ce soir, reconnaissent à cet égard notre rang et cet effort, je suis fier naturellement d'avoir conduit cette politique, mais ce n'est pas moi qui construis les centrales, je l'ai dit et je le répèterai jusqu'à ce que chacun s'en pénètre, ce sont nos ingénieurs qui sont devenus les premiers du monde dans ce domaine, ce sont nos ouvriers qui sont devenus les meilleurs du monde dans ce domaine !\

Quand je dis des choses très simples que vous pouvez vérifier par quelques calculs, des choses que probablement vous ne savez pas individuellement, telles que le fait que chaque Français exporte autant que deux Japonais ... j'ai vu tout à l'heure sur les écrans qu'on montrait des produits fabriqués au Japon : on parle toujours de la concurrence japonaise. Eh bien nous fabriquons, nous, les Français, autant de produits exportés que les japonais, et les Japonais sont deux fois plus nombreux que nous, donc chaque Française ou chaque Français exporte autant que deux Japonais. Je suis heureux que ceci se soit produit pendant que j'étais à l'Elysée, mais ce ne n'est pas moi qui exporte, ce sont des milliers d'entreprises dynamiques et compétitives, petites et grandes, appuyées sur leurs cadres, leur maîtrise, leurs employés et leurs ouvriers.

- Quand je dis que la France est le seul pays européen à avoir lancé une fusée dans l'espace `Ariane`, je ne dis pas que c'est moi qui l'ai construite, mais là encore nos savants, nos ingénieurs, nos ouvriers, nos techniciens.

- Voilà ce que la France a été capable de faire, cette France qu'on dénigre et qu'on voudrait représenter comme vacillante, incertaine et incapable ! Je vous rappelle quelques données simples. La France est la première puissance d'Europe pour l'industrie informatique, et vous en savez quelque chose à Montpellier. La France est la première puissance d'Europe pour l'aéronautique, et on en sait quelque chose à Toulouse. La France est la première puissance d'Europe pour l'industrie du verre et pour l'industrie du ciment, la première puissance d'Europe pour l'industrie ferroviaire, et la première puissance d'Europe pour l'agriculture, la grande agriculture française qui produit et qui exporte.

- Pourquoi, dans cette campagne, pourquoi, au lieu de reconnaître la vérité, les faits simples, mes concurrents cachent-ils soigneusement tout cela ? Regrettent-ils les succès de la France ? Pensent-ils que peut-être les succès de la France, s'ils les reconnaissaient, pourraient nuire à leur candidature ? Préféreraient-ils la France dans la médiocrité ? Quelle opinion ont-ils donc des Français et de notre pays ?\

Quand je dis que la France a pu, malgré la crise, faire un effort sans précédent de justice sociale, sans précédent, au-profit des plus défavorisés, personnes âgées, et vous le savez bien toutes et tous, handicapés, femmes seules, travailleurs manuels, dont nous avons entrepris catégorie après catégorie la juste revalorisation, et d'ailleurs vous le rappelez tout à l'heure dans votre intervention, quand nous avons pu faire tout cela malgré la crise, à un moment où la France

n'avait pas beaucoup de ressources annuelles à distribuer, et où elle a pu enfin rendre justice aux plus âgés des Françaises et des Français, eh bien je suis heureux que ceci se soit passé sous mon septennat.

- Mais je ne l'ai pas fait tout seul, je l'ai fait parce que les Français le voulaient, parce qu'ils souhaitaient une France plus fraternelle et plus solidaire, et nous l'avons fait ensemble comme vous le souhaitiez.\

J'ai beaucoup travaillé pour la paix. J'ai travaillé pour la paix à plusieurs niveaux, d'abord en scellant, et j'espère pour toujours, l'entente entre la France et l'Allemagne. Les anciens combattants qui sont ici, tous ceux qui dans toutes nos familles ont eu à souffrir des affrontements fratricides en Europe, ont pu suivre année après année pendant mon septennat la longue action mensuelle, quotidienne, de rencontres, de coup de téléphone, de visites, avec le chancelier d'Allemagne fédérale ` Helmut Schmidt ` pour que les deux plus grands pays d'Europe soient désormais associés dans leur effort pour organiser notre continent et pour lui donner sa place et son rôle dans le monde.

- J'ai aussi beaucoup oeuvré pour la paix en prenant le risque délibéré, et que j'assume, de poursuivre le dialogue pour la paix avec les grandes puissances du monde. C'est une tâche que j'ai assumée personnellement et croyez bien qu'on ne prend pas des décisions à cet égard sans mûre réflexion et sans peser tous les risques £ mais, en le faisant, je savais que j'agissais en votre nom et selon votre volonté.

- Je ne voudrais pas que dans les illusions de la campagne électorale, et dans les facilités oratoires qui l'accompagnent, on cherche à vous faire oublier quel est encore le péril du monde dans lequel nous vivons. Quelques chiffres simples. Il y a en Europe, dans la seule Europe, à l'heure actuelle la moitié des armements nucléaires du monde. Ces armements nucléaires, si on les rapporte à la population, représentent l'équivalent de quatre tonnes de dynamite pour chacun des habitants de l'Europe. Il y a, à l'heure actuelle, 57000 chars de combat stationnés sur notre continent. Il y a 5 millions d'hommes sous les armes.

- Ne pensez-vous pas que cela vaille la peine que quelqu'un prenne le risque de poursuivre le dialogue pour la paix, comme je l'ai fait ? D'ailleurs, je vous fais une prophétie simple : ce qui est intéressant dans les campagnes électorales, c'est qu'on voit qu'au début, les candidats essaient des thèmes £ ceux qui ne sont pas bons, ils y renoncent. Avant la campagne, vous avez vu tout le monde me critiquer pour Varsovie ` rencontre avec Leonid Brejnev ` , tout le monde me critiquait pour le dialogue pour la paix £ mais comme les Françaises et les Français, dans toutes les salles de notre pays, m'apportent leur soutien, vous allez voir qu'au fil des semaines, cette critique disparaîtra. Ce n'était donc qu'une critique électorale !

- La France n'est ni faible ni asservie comme on voudrait parfois le faire croire. Elle est forte, elle est indépendante, mais elle veut la paix. Les Français veulent l'indépendance, ils la portent dans leur caractère depuis l'origine de notre histoire, et je la ressens autant ou plus que quiconque. Mais, ils veulent aussi, par dessus tout, la paix et la sécurité, et ainsi, je témoigne, seul dans cette campagne parmi tous les autres, que les Français ont bien travaillé pendant sept ans, qu'ils ont lutté pour la sécurité et pour la paix et qu'ils peuvent être fiers de ce qu'ils sont et de ce qu'ils ont fait.\

C'est pourquoi je suis le seul à pouvoir vous parler, parce que s'il y a bien un mot qui est équivoque dans le langage politique, c'est le mot d'espoir. Je parle d'espoir, je ne parle pas d'illusion, l'illusion des fausses promesses, vite balayées par le vent des désillusions et des déceptions amères, l'illusion de la démagogie, cette plante mystérieuse que sans doute les sciences botaniques de Montpellier ont dû étudier dans le détail, qui a un cycle végétal particulier : elle fleurit tous les sept ans ! Eh bien, ce n'est pas la démagogie que je vous apporte, c'est l'espoir fondé sur le terrain solide de l'expérience que j'ai acquise et de la réalité que j'ai connue, l'espoir à partir de ce que les Français ont été capables de faire depuis sept ans, que le monde reconnaît et qu'ils vont maintenant poursuivre ensemble.

- Je vous le dis et je vous le répète, ce que les Français ont fait depuis sept ans dans la crise leur prépare un avenir meilleur. Dans le domaine économique, nous vivons encore dans la crise, mais

je crois que le plus dur de la crise est passé. Il faudrait, pour cela, faire une démonstration économique et, sans doute, cette réunion n'est pas le -cadre pour la faire, mais tous ceux d'entre vous qui suivent la vie économique de notre pays constatent que nous avons beaucoup mieux supporté le deuxième choc pétrolier que le premier. Je regardais, au moment de préparer le lancement de notre grand emprunt `franco - allemand` pour financer l'équipement des entreprises françaises, l'évolution de l'équipement de nos entreprises au lendemain du premier choc pétrolier - chute brutale de tous les investissements en France - et je constatais en 1979 - 80 `1980` que nous avons continué d'investir.

- Donc, sans doute le plus dur de la crise est passé. Nous aurons encore des moments difficiles mais, un peu partout dans le monde, les nations industrielles commencent à réagir, un peu tard pour certaines d'entre elles, et, je le dis franchement, un peu tard pour les Etats-Unis d'Amérique qui auraient dû commencer à le faire il y a déjà plusieurs années, afin de retrouver leur indépendance à l'égard du pétrole.\

Quant à nous, le moment est venu où nous allons moissonner le grain que nous avons semé. Notre énergie sera principalement nationale et bien meilleur marché que le pétrole. Je vous rappelle qu'en raison du coût de notre électricité nationale, nous pourrions fournir aux usines nouvelles une électricité à moitié prix de ce qui serait payé à partir des centrales au pétrole, et donc, nos travailleurs, nos commerçants, nos artisans vont avoir progressivement l'électricité la moins chère d'Europe pour leur production, pour leur travail et quand je songe qu'on nous a proposé par deux fois d'arrêter notre programme nucléaire, au contraire jusqu'au bout de mon septennat nous aurons poursuivi notre effort et j'ai la fierté aujourd'hui, après six ans de travail, de voir que la France produit elle-même, par ses propres ressources, plus d'un tiers de son électricité nationale. Et si demain, nos sources d'approvisionnement étaient coupées, nous garderions pour notre industrie, pour notre agriculture, une source d'énergie qui nous permettrait de travailler encore et, si vous me réalisez, en 1990 - ce sera au-delà de mon septennat - nous aurons la moitié de notre fourniture d'énergie purement nationale et assurée à partir de nos propres ressources ... Et tout cela, on vous propose de l'interrompre !\

En ce qui concerne l'emploi, et notamment l'emploi des jeunes, si j'ai pu présenter un plan d'ensemble, si j'ai été le seul à présenter un projet complet, détaillé, sérieux, chiffré, vérifiable - car les autres, il faut le reconnaître, n'ont présenté que des propositions vagues, irréalistes, fondées sur la dépense et sur le déficit, c'est-à-dire sur le retour aux solutions de facilité qui ont échoué chez nos voisins et qui ont enfoncé dans le passé l'économie française dans le désordre et notre monnaie dans l'aventure - si j'ai proposé le seul véritable projet, c'est parce que les bases en étaient déjà jetées, c'est parce que nous avons commencé à travailler depuis plusieurs années.

- Croyez-vous qu'on pourrait concevoir une politique de réduction progressive des effectifs des travailleurs immigrés si nous n'avions pas commencé depuis plusieurs années la revalorisation du travail manuel pour que les jeunes Français retrouvent le goût et obtiennent d'ailleurs la juste rémunération du travail manuel ou technique qu'ils accomplissent ? Croyez-vous que nous pourrions promettre un poste de travail ou une formation à chacune des jeunes Françaises et à chacun des jeunes Français qui viendront d'ici à 1985 sur le marché du travail, si nous n'avions pas fait comme vous l'avez rappelé, les pactes successifs pour l'emploi et si le Parlement n'avait pas voté les textes nécessaires ?

- Croyez-vous que nous pourrions espérer un accord sur la durée du travail si les négociations n'avaient pas été largement avancées entre les partenaires sociaux, patronaux et syndicaux ?

- Et, quant à l'équipement de nos entreprises, que vous souhaitez poursuivre dans vos entreprises, petites, moyennes ou grandes, pensez-vous que l'Allemagne fédérale aurait accepté, dans un geste historique, de s'associer solidairement à la France moitié moitié, pour emprunter, chacun, et pour prêter ensuite 15 milliards de francs pour équiper nos entreprises, pour leur permettre d'accroître leur productivité, de l'emporter sur leurs concurrents ? Croyez-vous que nos partenaires l'auraient fait si nous n'étions pas un de ces pays dont l'avenir apparaît assuré et dont les perspectives sont solides ?

- Cet espoir pour la France. cet espoir c'est celui que je vais vous apporter maintenant à partir de

... cet espoir pour la France, cet espoir c'est celui que je vais vous apporter maintenant à partir de l'ouverture de la campagne officielle. Je ne veux pas que cette campagne se déroule dans la négativité, dans la morosité, dans le dénigrement, dans les luttes inutiles des candidats entre eux, comme si c'était à eux de juger alors que c'est au peuple français, et à lui seul, de juger les candidats ! Oui, je suis le seul à proposer l'espoir, l'espoir fondé sur la raison et soutenu par le coeur, l'espoir qui permet d'atteindre les objectifs réalistes et qui, en même temps, répond à la générosité de notre tempérament national, ce que j'appellerai l'espoir à la française, dont je souhaite qu'il éclaire, qu'il illumine, qu'il conduise toute notre campagne avec vous jusqu'au succès !\

J'ai prévu de vous parler un peu longuement ce soir, mais à Montpellier on a l'habitude et le goût de la parole, et je pense que mon discours ne vous paraîtra pas trop long. Je voudrais, en effet, après vous avoir parlé des perspectives de la campagne et avant, en conclusion, d'y revenir, vous parler du Languedoc et de Montpellier et vous parler aussi de la situation ainsi que des problèmes de nos frères rapatriés d'Afrique du Nord.

- A propos du Languedoc, je vous signale d'ailleurs - c'est une anecdote - et vous avez dû le voir, qu'on avait décidé de construire 2 grands porte-avions nucléaires en France pour remplacer le Foch et le Clémenceau. La tradition veut qu'on discute le nom des grands bâtiments futurs qui sillonneront les mers à partir de 1990, et, comme ils auront des moteurs nucléaires, ils pourront tourner indéfiniment sur la planète, et je me suis dit qu'on leur donnerait le nom de deux grandes provinces maritimes, c'est-à-dire : la Bretagne et le Languedoc.

- L'une des grandes ambitions de mon septennat a été de faire redécouvrir à la France sa vocation maritime et méditerranéenne, une vocation politique car la géographie et l'histoire font de la Méditerranée, berceau initial de toutes nos civilisations, le point de rencontre, à l'heure actuelle, du trilogue entre l'Europe, le monde arabe et l'Afrique, mais aussi une vocation économique.

- Il y a sept ans encore, la politique d'aménagement du territoire privilégiait d'autres régions que la vôtre, et ne s'intéressait ici qu'au littoral touristique. De même, lorsqu'ont été signés les textes fondamentaux de la politique agricole commune, le vin et les productions méditerranéennes n'ont pas obtenu de garanties comparables à celles des autres grandes productions, et je vous rappelle, pour ceux qui n'auraient pas la mémoire longue, que ces textes ont été négociés et signés avant l'institution de la Vème République et par d'autres responsables politiques que ceux qui sont actuellement au pouvoir. Les flambées de colère qui animaient périodiquement les agriculteurs du Midi venaient d'abord de ce sentiment de ne pas être entendus et aussi de ne pas être compris par le reste des Français.

- Il fallait, si vous me permettez l'expression, faire sonner Midi à la porte de la France. C'est pourquoi je me suis fixé deux objectifs pour le Languedoc et pour le Roussillon : donner à l'agriculture régionale les garanties dont elle avait besoin et dont depuis cinquante ans, notez-le, aucun gouvernement ne l'avait dotée et deuxièmement, proposer à la région les grandes lignes d'un avenir, non seulement agricole et touristique, mais aussi industriel et scientifique : c'est le plan du grand Sud-Ouest.\

D'abord, l'agriculture régionale : il fallait donner à la viticulture une organisation de marché comparable à celle dont bénéficient nos autres grandes productions et je sais que dans une région dont le pouls bat au rythme des cours du vin, l'inquiétude est en réalité permanente : on vit tantôt dans le regret de la vendange précédente et, tantôt dans l'appréhension de la vendange prochaine.

- Faisons pourtant l'effort de prendre un peu de recul, mesurons le chemin parcouru depuis 1974. Que se passait-il à Montpellier, à Sète, à Béziers, il y a six ou sept ans ? La conjugaison d'une bonne récolte, pas même d'une récolte exceptionnelle, en France et en Italie, provoquait la mévente des vins et l'effondrement des cours. Le gouvernement était contraint de décider dans la hâte des distillations qui mettaient la France au ban de la Communauté européenne `CEE` et les manifestations des producteurs se terminaient dans la violence, parfois dans la tragédie.

- Or, qu'observe-t-on aujourd'hui ? Nous avons eu à faire face à deux années consécutives d'abondance exceptionnelle où la production a même battu le record historique de 1907, date

qui reste ici douloureusement gravée dans les mémoires. Or, les cours ont légèrement baissé, c'est vrai, mais le marché a tenu bon, les nouveaux mécanismes nationaux et communautaires ont fonctionné de manière satisfaisante, et la politique de qualité et d'investissement se poursuit en dépit de cette conjoncture. La viticulture dispose désormais d'une organisation de marché digne de ce nom, une organisation qui est certainement perfectible mais qui est enfin comparable à celle des autres productions.

- Alors, je vous pose la question : à qui doit-on ce progrès déterminant pour le Midi français ? C'est le gouvernement qui a obtenu en 1976 à Bruxelles le premier règlement viticole compatible avec le développement de notre production méridionale. C'est le gouvernement français qui a obtenu le principe du dégagement du marché en début de campagne par la distillation préventive. C'est le gouvernement qui a obtenu la mise sous contrat de stockages, avec garantie de bonne fin. C'est le gouvernement qui a obtenu l'institution d'un prix minimum dans les échanges communautaires. C'est le gouvernement qui a créé un Office des vins de table, réclamé depuis longtemps et chargé d'appliquer la réglementation nationale et communautaire. Il y a sept ans, presque jour pour jour, j'avais exposé devant vous, dans cette salle, les orientations de ma politique viticole, et c'est pourquoi j'y suis revenu car ces orientations sont entrées dans les faits. Ceci dit, je n'oublie pas les difficultés actuelles des viticulteurs. Ils veulent d'abord être protégés contre la concurrence déloyale. Ils le sont et ils le seront : - J'ai prescrit un renforcement des contrôles de la conformité des vins importés et vous observez que les importations du mois de mars ont baissé.

- Ils veulent un soutien des prix du marché et ils l'auront : - La France a demandé à Bruxelles une distillation exceptionnelle assortie du paiement d'un acompte dès la livraison du vin. La décision sera prise au prochain Conseil des ministres de l'agriculture, grâce à l'action de notre ministre de l'agriculture qui, quoique venu des départements de l'Ouest, a défendu avec énergie et conviction le dossier de la viticulture méridionale.

- Enfin, toutes les possibilités qu'offre aujourd'hui l'exportation et qui ne sont pas encore suffisamment utilisées, seront systématiquement exploitées.

- Il y a quelques années, la viticulture languedocienne ne savait pas si elle aurait une place dans la France de demain et dans le Marché commun : en réalité, elle croyait qu'elle n'en aurait plus, elle vivait dans le désespoir. Aujourd'hui, cette viticulture connaît encore des difficultés mais nous avons jeté les bases de son avenir et elle devient désormais une grande production nationale. J'en viens au deuxième aspect : le plan du grand Sud-Ouest. J'ai proposé au Languedoc-Roussillon un grand avenir industriel et scientifique car je n'arrive pas à comprendre comment cette région, cette très vieille région méditerranéenne, civilisée, cultivée, intellectuelle, qui a la mer, qui a le soleil, qui a la qualité de la terre, qui a la qualité des hommes, n'a pas réussi depuis cinquante ans à connaître un grand développement que toute façade maritime comparable dans le monde aurait connu à sa place, et c'est pourquoi j'ai proposé le plan du grand Sud-Ouest. Les élus de l'opposition ont mis beaucoup d'énergie à nier publiquement l'existence de ce plan, mais il faut que vous sachiez qu'ils en mettent davantage encore en coulisses à s'en disputer les avantages et les crédits.

- Qu'apporte ce plan de dix ans ? Il apporte d'abord un rattrapage des équipements publics £ dans ce domaine, l'effort avait déjà été engagé depuis 1974. C'est depuis cette date qu'ont été mis en service les deux grands axes autoroutiers que vous connaissez bien : Toulouse - Narbonne et Nîmes - Montpellier - Perpignan. Avec le plan du grand Sud-Ouest, sont engagés des travaux considérables, que vous rappeliez tout à l'heure, mon cher Delmas, pour l'agrandissement des ports de Sète, Port-la-Nouvelle, et Port-Vendres, que j'ai survolés tout à l'heure au cours de mon trajet côtier.

- Autre exemple : le téléphone. Il y a sept ans, 10 % seulement des habitants de la région avaient le téléphone et le délai de raccordement était de douze mois. Si vous avez conservé de vieux annuaires de 1973 - 1974, regardez-les et comparez-les, commune par commune, à l'équipement téléphonique d'aujourd'hui. Aujourd'hui, le téléphone est présent dans presque tous les foyers et le délai de raccordement moyen n'est plus que de deux mois.

La grande priorité du plan du grand Sud-Ouest est la recherche scientifique et technique, en raison de l'illustre université qu'abrite Montpellier, une des universités françaises, qui a, vous le savez, la meilleure tradition de qualité intellectuelle et de recherche, et c'est pourquoi nous nous efforçons de développer les activités d'enseignement et de recherche à Montpellier.

- C'est Montpellier qui a été choisie parmi toutes les autres grandes villes de France qui étaient, croyez-moi, candidates, pour accueillir le Centre de calcul scientifique CIRCE II, et je revendique la responsabilité personnelle de ce choix, je vous prends à témoins.

- C'est à Montpellier que s'installe cette année un Centre de pharmacologie et d'endocrinologie, avec 3 équipes de chercheurs appartenant au Collège de France et au CNRS, ce qui est une initiative, vous le savez, sans précédent pour votre ville.

- C'est Montpellier qui a été retenue pour devenir le centre européen de recherche sur l'agriculture méditerranéenne et tropicale dont nous devons devenir les spécialistes mondiaux. Il y a un mois, 15 ministres de l'agriculture africains sont venus visiter les travaux du domaine d'expérimentation de Lavalette, et je proposerai que Montpellier soit également désignée comme le grand pôle français de recherche sur l'écologie des régions méditerranéennes.\

La 3ème ambition du plan du grand Sud-Ouest est le développement de l'industrie, et dans ce domaine aussi, bien que les efforts soient récents, les premiers résultats du plan sont perceptibles.

- On parle beaucoup du nombre de travailleurs sans emploi `chômeurs` et on a bien entendu raison d'en parler et de s'en préoccuper, mais on oublie de dire que le Languedoc est devenu une des régions de France où le nombre des créations d'emploi, net, devient le plus élevé : 13 % en quatre ans. Jusqu'en 1979, ces créations nouvelles d'emploi dans le Languedoc venait surtout du tourisme £ depuis 1979, elles commencent à venir de l'industrie. Quand on suit l'évolution, année après année, on constate que l'emploi industriel qui avait baissé dans le Languedoc jusqu'en 1979, recommence à augmenter malgré la crise, à un rythme de 1 % par an depuis cette date. En dix-huit mois, les aides spéciales à l'investissement industriel ont permis de décider la création de plus de 8000 emplois industriels dans l'ensemble de la région.\

Ce que je voulais vous dire, c'est que l'image du Languedoc est en-train de changer, sans que l'âme ou l'esprit du Languedoc ne se perdent. C'était autrefois l'image d'un pays nostalgique de son passé, un pays étroitement dépendant de la monoculture du vin, un pays menacé par la suprématie industrielle et par l'égoïsme agricole de l'Europe du Nord, et voici que c'est tout à coup une région jeune, couverte de chantiers, ouverte à l'énergie solaire, à l'aquaculture, à l'informatique, une région qui n'a plus de complexes à avoir ni à l'égard de l'Europe du Nord, ni à l'égard de l'Europe méridionale, une région qui, je l'espère, va secouer le carcan des traditions politiques qui l'ont étouffée au lieu de l'ouvrir... (Applaudissements) ... voilà comme je veux vous faire applaudir sur ce point ... je recommence : une région qui, je l'espère, va secouer le carcan des traditions politiques qui l'ont étouffée au lieu de l'ouvrir ... (Vifs applaudissements)... qui l'ont enfermée alors que c'était une région ouverte sur la mer et une grande région de passage, au lieu de l'associer au renouveau national, une grande et belle région qui va apporter désormais l'éclat de son intelligence et la générosité de son coeur à progresser avec la France et à faire progresser la France !\

Je vous dirai un mot avant de quitter votre région, parce qu'il faut ouvrir tous les dossiers et les poser à plat sur cette tribune, sur la question de l'adhésion de l'Espagne `à la CEE`.

- J'ai dit le premier, je l'ai dit dans une région voisine, c'était à Carpentras, dans le Vaucluse, qu'il faudrait avant cette adhésion deux choses £ une longue période de transition et les garanties nécessaires pour l'agriculture méditerranéenne de la France. Je l'ai dit et nous l'avons maintenu depuis. A cet égard, vous avez noté que maintenant la période de transition que l'on envisage serait au minimum de dix ans et que les garanties seraient soigneusement négociées en liaison avec les organisations professionnelles.

- J'ai dit ensuite et j'ai été le seul - on m'en a fait d'ailleurs le reproche l'année dernière, vous vous en souvenez - j'ai dit, ce qui était alors du simple bon sens, que la négociation ne pouvait pas progresser sur deux points essentiels : l'agriculture et les règlements financiers, sans que l'Europe existante n'aurait pas réglé elle-même ses propres problèmes sur ces deux points

l'Europe existante n'aurait pas reglé elle-même ses propres problèmes sur ces deux points.

Souvenez-vous en, j'ai été le premier et le seul à le dire et vous avez vu comment, au-cours des dernières semaines, nous avons mené avec fermeté les négociations de Bruxelles lorsqu'il s'agissait des intérêts de notre agriculture. Ainsi vous pouvez être pleinement rassurés sur ce point et ce que je vous ai dit reste mon engagement sur ce grave sujet.\

J'en viens maintenant à nos frères rapatriés. J'en avais parlé, d'ailleurs, je me souviens, dans cette salle, et à la chaleur, à la manière de certains applaudissements, je devine qu'il y a parmi vous des pieds-noirs. J'ai entendu, il y a quelques jours, mon principal concurrent `François Mitterrand` prononcer pour la première fois le mot de rapatriés. Quand je dis "la première fois", je suis injuste, il l'avait déjà dit une fois, il y a sept ans ! Tous les rapatriés savent que, quant à moi, je n'ai pas attendu 1974, ni, à plus forte raison, 1981, pour exprimer mes sentiments en face des douleurs personnelles et des drames humains qu'ils ont vécus, et pour contribuer à résoudre les problèmes matériels et moraux qu'ils peuvent encore rencontrer.

- Lorsque je suis arrivé à la Présidence de la République, souvenez-vous, une grande partie des rapatriés étaient encore dans l'amertume et dans le désarroi. L'indemnisation des biens qu'ils avaient perdus restait, plus de douze ans après leur départ, subordonnée aux décisions des Etats spoliateurs et la situation des rapatriés âgés était particulièrement précaire, faute d'une étude suffisamment attentive du problème des retraites et les Français musulmans qui avaient servi notre cause étaient regroupés dans des hameaux ou dans des cités souvent misérables, sans avoir la possibilité de s'intégrer à la communauté nationale, ni de permettre à leurs enfants de recevoir une bonne formation. Enfin, les condamnations pénales prononcées à l'occasion des événements d'Afrique du Nord, continuaient à peser sur la communauté des rapatriés qui les ressentait comme une condamnation morale de son propre passé.

- Cette situation, je vous l'avais dit, était indigne de la France, c'est pourquoi je m'étais engagé à y apporter des remèdes précis et chacun, chacune peut constater aujourd'hui que les engagements pris ont été scrupuleusement tenus. Dès 1974, première année de mon septennat, la loi d'amnistie a traduit la grande réconciliation nationale qui était déjà, d'ailleurs, inscrite dans les coeurs. J'ai reçu à l'Elysée, sans aucune exclusive, tous ceux qui ont été associés au drame douloureux de l'Afrique du Nord, ils peuvent en témoigner librement. Un régime de subventions a permis aux rapatriés qui en avaient besoin de racheter des cotisations d'assurance-veillesse, afin de bénéficier d'une retraite décente. La loi du 2 janvier 1978 - regardez bien la date - a posé le principe de l'indemnisation à la charge de l'Etat, des biens perdus outre-mer. Au 31 mars 1981, 11 milliards de francs d'indemnités ont été effectivement versés et, comme je m'y étais engagé, l'ensemble des dossiers sera traité par l'Agence d'indemnisation, avant la fin de la présente année.\

Les rapatriés en situation financière difficile peuvent obtenir un aménagement de leurs frais de réinstallation dans 60 % des cas, cet aménagement va jusqu'à la remise totale de la dette. Nos compatriotes musulmans avaient un droit particulier à la reconnaissance nationale et j'ai demandé au gouvernement de veiller à prendre en compte avec générosité et réalisme leurs problèmes particuliers et un régime spécial d'aide au logement et d'accession à la propriété pour qu'ils se retrouvent chez nous, comme nous, a permis de faire disparaître tous les hameaux de forestage et la plupart des cités de transit, les dernières fermeront dans les prochains mois ...

- Un effort particulier est fait pour la formation professionnelle des jeunes et pour leur accès à un premier emploi.

- Dans le respect de la loi de 1905 sur la séparation des Eglises et de l'Etat, des dispositions ont été prises pour faciliter la construction de Mosquées et l'exercice du culte musulman, un pèlerinage national à la Mecque a été organisé pour la première fois en 1980 et j'ai veillé à ce que les autorités de l'Arabie saoudite reçoivent solennellement nos compatriotes musulmans français.

- Enfin, en septembre 1978, et en dehors de toute période électorale, j'ai eu l'honneur d'être le premier Président de la Vème République, à rendre hommage devant l'histoire à l'action accomplie pendant plus d'un siècle par les Français d'outre-mer, et je ne me souviens pas d'avoir entendu alors ceux qui découvrent aujourd'hui les problèmes des rapatriés, s'associer à cet

hommage ! Au contraire, nous les avons vu protester honteusement contre l'inauguration d'un monument du souvenir, nous les avons vu dans leur ville choisir comme nom de rue la date des accords d'Evian, ce que, comme Président de la République, et non comme candidat, je juge indigne.\

J'aurai prochainement l'occasion, à côté de chez vous, à Aix-en-Provence, de dire en détail aux rapatriés ce qu'ils peuvent attendre du septennat nouveau £ comme en 1974, je ne prendrai que les engagements que je suis sûr de pouvoir tenir, mais ces engagements-là je les tiendrai.

- Je sais que beaucoup d'agriculteurs réinstallés se trouvent dans une situation financière difficile en raison du niveau de leur endettement, je proposerai des mesures pour les aider à y faire face. Je sais que les rapatriés ont des inquiétudes sur le maintien du pouvoir d'achat des titres d'indemnisation, compte tenu du niveau de la hausse des prix £ je suis favorable à une amélioration du dispositif de la loi de 1978 sur ce point et elle sera proposée dans le prochain budget. Je sais enfin qu'il subsiste encore des inégalités dans les nombreux régimes de retraite £ je proposerai donc que les experts des associations de rapatriés soient associés à la remise en ordre de ces régimes. Mon objectif est d'assurer une pleine égalité entre tous les rapatriés retraités comme entre tous les Français.

- Je souhaite également permettre à la communauté des rapatriés, qui est une communauté, mais qui fait partie intégralement de la communauté nationale, d'échapper aux aléas des changements de gouvernement ou même des changements de majorité politique. Aussi, pour qu'ils soient représentés, de façon permanente auprès des plus hautes instances de l'Etat, je propose la création d'un Conseil supérieur des rapatriés. Cet organisme consultatif de haut niveau sera placé directement auprès du Premier ministre.

- Laissez-moi enfin vous rappeler, avant de quitter ce sujet, mais vous le savez tous, que je suis de ceux qui ont vécu intensément le drame du départ de la France de ces départements d'Afrique du Nord £ je sais que le soir vous pensez souvent à vos maisons, à vos belles cultures, à la vie riante et ensoleillée des villes que vous avez quittées. Je sais aussi que vous portez le souvenir, comme dans toutes les familles françaises, de ceux qui ont vécu avant vous et que vous y avez laissés. Chaque fois que je parle de vous, c'est à cela que je pense et c'est pourquoi la France a une dette envers vous, puisque votre malheur était aussi le sien, et c'est pourquoi j'ai été le premier Président de la République à les honorer et je continuerai à le faire ... \

Vous voyez en effet que je vous avait dit que je parlerai longtemps ... je l'ai fait, et je l'ai fait parce que d'abord, vous l'avez compris, je prenais beaucoup de plaisir à notre rencontre, et puisque vous aviez fait l'effort de venir m'entendre, c'était pour que je vous parle complètement de mes perspectives politiques pour la France, des problèmes de votre région et des problèmes d'une catégorie qui vous touche de près `rapatriés`.

- Je reviens, pour conclure, à mes objectifs et à l'enjeu de ma campagne. Mes objectifs, vous le savez, ils sont au nombre de quatre :

- la paix, la liberté, le travail et l'emploi, la solidarité des Français. Une phrase seulement sur chacun d'entre eux.

- La paix : pour qu'au-cours des prochaines sept années ce qui a pu commencer en France et qui transforme notre pays puisse se poursuivre sans encourir le risque de la dévastation ou le risque de la ruine collective, je maintiendrai mes efforts pour garder la France en paix, en paix extérieure et en paix intérieure .. La paix extérieure et la paix intérieure : en entrant tout à l'heure avec M. Delmas, avec M. Fabre, nous parlions de l'atmosphère du début de cette campagne électorale £ je suis venu plusieurs fois participer à des réunions électorales à Montpellier, vous vous souvenez sans doute d'une qui avait lieu dans la ville et où le tapage était tel qu'il était impossible de savoir qui parlait et impossible de savoir même en faveur de qui il parlait. Or, j'assiste maintenant à ces grandes réunions démocratiques, qui se déroulent dans le calme .. il n'y a plus ces désordres, il n'y a plus ces violences .. Nous avons réussi, dans une grande mesure, à apaiser la France .. Réalisez dans vos relations quotidiennes, dans le climat de la vie de tous les jours, il n'y a plus ces tensions, ces affrontements, ces divisions au même degré qu'ils existaient voici encore dix ans.

- Je souhaite que nous gardions la paix extérieure et la paix intérieure. Je souhaite aussi que nous préservions nos libertés contre tout ce qui peut les menacer : l'intolérance d'abord, l'abus de l'autorité du pouvoir par qui que ce soit et le respect profond que j'éprouve, vous le savez, pour la liberté et pour la vie privée de chacune et de chacun d'entre vous. En sept ans, vous n'avez pas entendu le Président de la République attaquer une seule personne, en sept ans .. Vous ne l'avez même pas entendu répondre jusqu'à l'ouverture de la campagne électorale, parce qu'il considérait que c'était indigne de sa fonction. Eh bien, imaginez ce que sera l'atmosphère de la France si ceux qui ont pour toute pensée la polémique, et en-particulier la polémique personnelle, représentent un jour l'autorité morale suprême dans notre pays ! Je vous demande d'y réfléchir ...\

L'emploi et le travail, parce que nous le devons, nous le devons à cette jeunesse française qui est, et je la vois tout au long de cette campagne, une grande chance, qui est sans doute la grande chance, de notre pays, cette jeunesse, on l'avait mal préparée à son travail et à la vie, elle arrivait, vous le savez, à la -recherche d'un emploi sans avoir reçu la formation qui lui permettait à la fois de trouver un emploi correspondant à son aptitude et une juste rémunération. C'est pourquoi dans tout le septennat, le problème de l'éducation, le problème de l'école, le problème de la formation doit être au centre de l'action à poursuivre : il y a là une grande tâche nationale.

- Enfin la solidarité entre les Français : les efforts qui ont été entrepris depuis sept ans ne devront pas s'interrompre. Nous devons devenir une société plus fraternelle, il y a encore des catégories, et je pense en particulier à certaines catégories moyennes, qui n'ont pas bénéficié des améliorations qui allaient vers les plus défavorisés, qui supportent le poids intégral de la fiscalité ou des charges sociales et qui ont donc des difficultés réelles à vivre dans notre société. Eh bien, vous avez vu déjà que par deux fois je me suis préoccupé de leur situation, je veux dire les employés, les cadres moyens les agents de maîtrise, les commerçants, les artisans. J'aurai l'occasion, d'ici la fin de la campagne de préciser ce que j'ai l'intention de faire à leur égard.\

Voilà les orientations, voilà les perspectives. Et comment allons-nous les atteindre ? Est-ce que nous les atteindrons mieux dans la division de la majorité et dans la division de la France ?

- Vous avez vu que j'évite, et j'éviterai jusqu'au dernier jour, de prononcer toute parole et même d'apporter toute réponse qui soit susceptible de créer le risque d'une division de la majorité, parce que les problèmes sont trop graves, parce que ce que nous avons à faire est trop important pour que nous puissions prendre le risque de disperser et encore plus d'affronter nos forces. Dans les débats, j'en aurai encore avec la presse dimanche soir, vous les entendrez sans doute, on me dit : "Mais votre majorité, qu'est-ce que c'est que cette majorité, elle est morte ", eh bien, je vais vous dire : j'ai confiance dans cette majorité, je suis sûr que nous allons la retrouver, nous allons la voir se former peu à peu, d'abord pas une première affirmation lors du premier tour et par une affirmation massive lors du second..

- Et cette majorité de Françaises et de Français qui aura choisi deux fois, puisqu'elle a choisi en 1978 et puisqu'elle choisira encore en 1981, pourquoi voulez-vous qu'elle se divise ? Aussi, je fais confiance à la majorité, je ne le fais pas par calcul politique, je le fais par conviction profonde, je suis sûr que lorsque se sera manifesté l'élan du peuple français, c'est-à-dire le vôtre, cet élan qui m'accompagne dans cette campagne depuis que je l'ai commencée et qui est l'élan de toutes les Françaises et de tous les Français qui veulent à la fois la raison et le coeur, lorsque cette majorité se sera exprimée, elle créera dans la vie politique française un courant et un élan qui retrouveront naturellement leur prolongement sur-le-plan gouvernemental et parlementaire ...\

J'en suis sûr, et cette unité de la majorité que j'entends préserver, je souhaite qu'elle puisse s'étendre, peu à peu, à d'autres catégories voisines de Français. Je suis convaincu qu'au-delà des cloisons idéologiques, dans lesquelles certains se croient enfermés, il y a beaucoup plus de place qu'on imagine pour la bonne volonté et pour la -recherche du travail en commun. J'en ai fait l'expérience dans mes gouvernements récents : il y avait des hommes, il y avait des femmes qui venaient d'horizons politiques différentes, je n'ai jamais ressenti entre eux, au moment du travail en commun, dans les conseils des ministres ou dans les délibérations, de conflits ou d'affrontements idéologiques. Pourquoi ceci ne serait-il pas vrai aussi pour d'autres ?

- C'est pourquoi je souhaite, je le répète, que la majorité conserve son unité, mais aussi que

- C'est pourquoi je souhaite, je le répète, que la majorité conserve son unité, mais aussi que toutes celles et que tous ceux qui voient le monde de demain sans préjugés partisans et qui voient l'ampleur des tâches et qui voient la grandeur des espoirs, viennent y apporter leur concours.

- Mes chers amis, vous m'aviez, il y a sept ans, souhaité bonne chance et vous m'aviez conduit au succès... ce succès, je souhaite cette année m'y rendre, non pas tout seul, comme un candidat isolé, mais avec l'immense cortège des Françaises et des Français, qui, le même jour, choisiront, comme je leur demande de le faire, un avenir de progrès, de justice et d'unité pour que vive la France.

- Vive Montpellier !

- Vive l'Hérault !

- Vive la France !\